

Autonomisation de la jeunesse au Kenya

Une analyse des valeurs et priorités du gouvernement menée dans un cadre de science de la politique publique

CHRISTINE MWONGELI MUTUKU*

Les capacités de prise, de mise en œuvre et d'évaluation des décisions figurent parmi les attributs qui définissent les organismes, voire même les gouvernements les plus performants¹. L'obligation d'obtenir de bons résultats et les efforts menés pour les atteindre ont une importance plus cruciale dans les services nouvellement créés, en particulier ceux qui sont chargés de problèmes persistants. Ce fut le cas du ministère d'État des affaires de la jeunesse (*Ministry of State for Youth Affairs* – MSYA) au Kenya, créé en décembre 2005 pour s'occuper des problèmes et préoccupations de la jeunesse. Peu de temps après, le MSYA élaborait la politique nationale de la jeunesse kenyane (*Kenya National Youth Policy* – KNYP) qui se propose de démarginaliser et de coordonner les ordres du jour consacrés à la jeunesse du pays. Comme d'autres politiques, la KNYP fournit un plan destiné à notifier les employés concernés et à leur offrir l'orientation nécessaire à la prise de décisions constructives affectant le public tout en guidant leur comportement de façon à ce qu'il reflète les objectifs stratégiques, les valeurs et les normes définis par le MSYA et le gouvernement central. En outre, du nombre même de jeunes, la KNYP identifia parmi les défis auxquels les jeunes sont confrontés, le chômage et le sous-emploi, les problèmes de santé, l'abandon en cours d'études, la criminalité et les déviances, le manque d'installations sportives et récréatives, les mauvais traitements, l'insuffisance de participation et le manque de perspectives d'avenir, les mauvaises conditions de logement et l'accès limité à la technologie de l'information et de la communication. De plus, la KNYP identifia les jeunes filles et

*L'auteur, qui est titulaire d'une licence d'anthropologie de l'Université de Nairobi et d'une maîtrise de gestion et d'administration des organisations de Saginaw Valley State University, dans le Michigan, est doctorante à Kent State University, dans l'Ohio, avec une spécialisation en science politique (politique publique). Elle est également maître auxiliaire de conférences dans le département de science politique de l'Université d'Akron, où elle enseigne la politique comparée et une introduction aux méthodes de recherche politique. Ses travaux de recherche se concentrent sur la participation et l'autonomisation de la jeunesse (africaine) et le développement durable en Afrique.

les jeunes SDF (sans domicile fixe) comme étant des groupes exigeant une attention et des solutions particulières.

Une analyse minutieuse de cette politique ne révéla toutefois aucune tentative apparente d'aborder, encore moins de résoudre, les problèmes préoccupant les jeunes Kenyans, tels que les identifia la KNYP. Bien que cette politique paraît exhaustive, peu de ressources ont été engagées en vue de sa mise en application, sans indication de problèmes prioritaires dont la résolution mériterait un financement accru.

Pourquoi devons-nous comprendre les valeurs prioritaires des fonctionnaires chargés des affaires de jeunesse ? D'abord, pour vaincre la pauvreté et instituer un développement durable. Les pays africains doivent autonomiser leur jeunesse. Compte tenu de la nature à multiples facettes de l'autonomisation, il est crucial de confirmer et de proclamer les valeurs auxquelles le MSYA est le plus attaché pour arriver à l'autonomisation de la jeunesse kenyane.

Ensuite, dans la mesure où les fonctionnaires font partie d'un système politique qui décide de façon autoritaire ce que sont les valeurs sociétales, déterminant en conséquence le succès de la formulation, de la mise en application et même de l'évaluation de la politique, il était nécessaire de savoir si oui ou non le ministère avait défini les valeurs/problèmes prioritaires devant guider son personnel. Confrontés à des dilemmes et à des situations incertaines, les fonctionnaires peuvent se référer à des valeurs personnelles, professionnelles, organisationnelles, juridiques ou d'intérêt public pour se guider². Dans une situation dans laquelle différentes sources de valeurs sont en concurrence, la prise de décisions devient compliquée. Étant conscient de ce fait, le MSYA devrait clarifier pour son personnel les valeurs/problèmes auxquels est donnée la plus haute priorité mais aussi de les détailler à l'intention du public. Un ordre du jour énumérant les problèmes particuliers devant faire d'urgence l'objet de l'attention du gouvernement et d'un financement de la part de celui-ci, apaiserait le scepticisme du public quant au rôle du ministère mais calmerait également les parties prenantes en leur apprenant la raison pour laquelle des objectifs particuliers se voient allouer des fonds.

Par suite d'un financement limité, une mise en application de la totalité de la KNYP n'est pas possible. La présente étude explore la déontologie du gouvernement et identifie les possibles faiblesses dont il a fait preuve pour s'occuper des problèmes de la jeunesse afin d'alimenter le débat politique. De plus, dans la mesure où la prise de décisions au Kenya utilise une approche directive, l'étude de ces problèmes fera apparaître le fait que des perspectives différentes quant aux problèmes de la jeunesse risquent d'exister, même aux échelons supérieurs, ce qui rend difficile l'application d'une stratégie d'attaque claire.

Cet article s'efforce de déterminer les valeurs que les fonctionnaires du MSYA considèrent comme applicables pour permettre aux jeunes de contribuer aux efforts de développement national et d'améliorer la qualité de leur vie. Ce faisant, il explore la perspective du gouvernement kenyan en la matière et identifie les valeurs/problèmes auxquels les fonctionnaires accordent la plus grande importance et la priorité parce qu'ils estiment qu'ils requièrent l'attention urgente du gouvernement.

Les antécédents

Les études analysant les valeurs et les priorités du gouvernement vont de celles qui se focalisent sur le processus d'analyse des politiques à celles qui identifient les outils permettant de faciliter le processus de prise de décisions. Dans la mesure où la politique publique affecte le bien-être des citoyens et fait intervenir un large éventail de parties intéressées, plusieurs analyses ont offert des outils valables pour faciliter les processus de définition des problèmes, d'analyse et de prise de décisions³. Afin de collecter des renseignements utiles pour définir le problème et comprendre les solutions de rechange à poursuivre, certaines études s'étendent sur le rôle joué par les narratifs alors que d'autres utilisent des entretiens pour répondre au besoin d'ouverture d'esprit et de transparence en matière de présentation et d'exploration des valeurs publiques dans la prise de décisions sociale⁴. Une fois que le problème a été identifié et défini, il est ajouté à l'ordre du jour gouvernemental à débattre. Dans son modèle de *flots politiques*, John Kingdon examine la façon dont des événements tels que les catastrophes naturelles, les accidents et l'erreur humaine peuvent focaliser l'attention de l'opinion publique et du gouvernement sur un problème⁵. Le gouvernement établit également des ordres du jour en appliquant les modèles d'« initiative extérieure », de « mobilisation » ou d'« accès intérieur⁶ ». Cependant, des facteurs tels que les valeurs sociales, les institutions, le pouvoir et l'impuissance, ainsi que la disponibilité des ressources, continuent à influencer le résultat d'une politique.

Certaines études abordent la façon dont les valeurs sociales affectent les décideurs sur le lieu de travail. Lorsqu'ils sont confrontés à des dilemmes moraux, ils peuvent recourir à des valeurs personnelles ou à des artefacts de service en tant que « texte » concret et fiable concernant les valeurs et l'identité sociale⁷. Elizabeth Ravlin et Bruce Meglino soutiennent que les valeurs de travail affectent l'organisation de la perception et agissent comme un guide de prise de décisions, alors que Harry van Buren et Bradley Agle maintiennent que les valeurs et croyances religieuses affectent considérablement les valeurs de gestion et la prise de décisions⁸. Sandra Glover et d'autres examinent l'influence des sexes et de l'intensité morale de la situation conflictuelle sur

la prise de décisions à caractère éthique à la lumière des valeurs en vigueur sur le lieu de travail, s'apercevant que les décideurs dépendent de sources de valeurs autres que celles de l'organisation⁹. D'autres érudits ont analysé la façon dont les institutions affectent le processus politique, les effets du retour de l'information sur les décideurs et les moyens d'influencer la prise de décisions, principalement aux États-Unis¹⁰.

Les études analysant les processus de décision en Afrique ont examiné les moyens de démocratiser ces processus et les difficultés auxquelles les dirigeants africains durent faire face après la vague de démocratisation des années 1990¹¹. D'autres recherches s'efforcent de comprendre comment les instances dirigeantes pourraient être transformées de façon à inclure des femmes et les conséquences d'une telle mesure sur la prise de décisions¹². Toutefois, l'incapacité persistante des dirigeants africains à répondre aux besoins de leur peuple a entraîné une profusion d'études consacrées à l'institution d'instances dirigeantes efficaces qui « utilisent les ressources disponibles, à la fois naturelles et humaines, d'une façon responsable¹³ ». Malheureusement, par suite de l'absence de ce type de dirigeants en Afrique, le développement au profit du bien commun s'est montré difficile à atteindre, même dans les pays les plus fertiles et les plus riches en ressources. Compte tenu du fait que l'action gouvernementale crée et/ou maintient les conditions qui dictent le bien-être économique des citoyens, ces études ont insisté sur le besoin de révolutionner la classe dirigeante africaine et de mobiliser les citoyens pour qu'ils tiennent leurs dirigeants pour responsables de l'allocation et de l'emploi des fonds. Deepa Narayan identifie quatre éléments d'autonomisation qui doivent sous-tendre une réforme des institutions : accès à l'information, intégration et participation, responsabilité et capacité locale d'organisation¹⁴. Toutefois, dans la mesure où, en moyenne, les pays africains sont moins efficaces que les autres, la réforme de tout secteur gouvernemental exigerait des allocations budgétaires substantielles¹⁵.

Le besoin d'un changement salutaire dans la vie politique et la classe dirigeante africaines se fait particulièrement sentir parce que les élites savent constamment le développement et l'autonomisation en sabotant les politiques sensées les promouvoir. Citant des politiques sanitaires précises au Kenya, Joanna Crichton regrette la façon dont des politiques relatives aux services de contraception ne bénéficient souvent que d'un engagement limité ou fluctuant de la part des élites politiques du pays, empêchant ainsi la politique d'évoluer et sapant sa mise en application. Elle note également la difficulté que présente le maintien du soutien des actions visant les problèmes qui existent dans l'arène politique du Kenya, même après que ces problèmes soient arrivés au niveau de l'ordre du jour politique¹⁶. Nick Devas et Ursula Grant examinent certains exemples et raisons de bonnes (et mauvaises) pratiques de prise de décisions dans un échantillon de municipali-

tés kenyanes et ougandaises¹⁷. Ils déterminèrent que, en dépit de l'importance de la présence de dirigeants locaux dévoués, du contrôle central des performances, des organisations de société civile qui savent se faire entendre et la disponibilité des informations, le succès reste difficile à atteindre car l'intégration des parties prenantes, surtout des pauvres, n'est jamais garantie¹⁸. En particulier, Dickson Mungazi critique les dirigeants africains pour ne pas chercher à acquérir de nouvelles connaissances auprès des autres, les mettant au défi de comprendre et de maintenir l'intégrité et le respect de la règle de droit, qui sont des valeurs cruciales qu'ils doivent respecter pour faire ce qu'on attend d'eux¹⁹.

Des études de l'Afrique ont également identifié différentes stratégies d'autonomisation qui, si elles étaient appliquées et bénéficiaient d'un soutien financier, prépareraient l'Afrique à un avenir prospère. Certaines abordent les moyens d'améliorer l'enseignement, qui permettraient aux jeunes, les enfants SDF en particulier, de rivaliser sur le marché du travail²⁰. Une autre recherche a analysé les effets de l'incapacité du gouvernement à offrir un enseignement de qualité par suite de la politisation de la prise de décisions²¹. Certains commentateurs ont préconisé l'amélioration des zones rurales et des perspectives d'avenir s'offrant aux jeunes, ce qui favoriserait leur entrée et leur maintien sur le marché du travail ; d'autres ont insisté sur la modernisation des soins de santé en Afrique²². Le fait que plusieurs analyses s'étendent sur la capacité qu'a l'Afrique de résoudre ses propres problèmes est encourageant. Ces études insistent sur le besoin pour les gouvernements africains d'employer les institutions sociales locales telles que le *Harambee* (collaboration) au Kenya pour inciter les populations à instituer le développement durable dans leurs communautés²³. Mike Boon salue les systèmes politiques africains traditionnels qui mettent l'accent sur la direction interactive, estimant que l'Afrique « moderne » pourrait s'inspirer de ce type de gestion qui emploie des politiques efficaces proches des gens pour relever les défis socioéconomiques²⁴. En outre, Jacob Gordon indique que les dirigeants africains seront considérés comme ayant mûri et se montrant réceptifs une fois que les gouvernements auront efficacement répondu aux préoccupations socioéconomiques et politiques existantes²⁵.

Indépendamment de l'existence de recherches sur le rôle du leadership dans la création d'un environnement favorable à l'autonomisation des populations, aucune n'a exploré les perspectives des fonctionnaires en matière d'autonomisation de la jeunesse au Kenya. Le présent article applique, par conséquent, un cadre de science de la politique publique comme moyen de compréhension des valeurs qui guident le MSYA dans sa réponse aux préoccupations de la jeunesse kenyane.

Le contexte

Le Kenya, un État subsaharien situé sur la côte orientale de l'Afrique, obtint son indépendance de la Grande-Bretagne le 12 décembre 1963 et devint une république le 1^{er} juin 1964. La population kenyane a connu une croissance spectaculaire, passant de 6 millions en 1950 à 9,5 millions en 1965 et 19,65 millions en 1985²⁶. Elle atteignit 28,7 millions en 1999 et des estimations récentes (2009) la placent à 39,4 millions, en attendant les résultats du recensement officiel²⁷. Aujourd'hui, 75 pour cent de la population est âgée de un à trente ans et 32 pour cent de 15 à 30 ans²⁸. L'âge moyen est de 18,7 ans, avec un taux d'alphabétisation de 85 pour cent²⁹.

Le Kenya a une économie diversifiée basée sur l'agriculture, les industries manufacturières et le tourisme. Pour 75 pour cent de la population, toutefois, le système économique de base est l'agriculture. Le produit intérieur brut du pays a connu un taux de croissance impressionnant lors des années récentes : 2,9 pour cent en 2003, 5,1 pour cent en 2004, 5,8 pour cent en 2005, 6,4 pour cent en 2006 et plus de 7 pour cent en 2007³⁰. En dépit de ces chiffres impressionnants, nombreux sont ceux qui vivent au niveau du seuil de pauvreté ou en dessous (par ex., 50 pour cent en 2000³¹). Dans la mesure où les jeunes constituent la majorité de ceux-ci, 72 pour cent environ de la jeunesse africaine subsistent avec moins de deux dollars par jour³².

Lors de son accès à l'indépendance en 1963, le Kenya s'engagea à combattre les trois ennemis d'un développement humain général : la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme³³. Il devint par conséquent nécessaire d'aborder le rôle des jeunes qui avaient alors occupé une place importante dans le succès des mouvements nationalistes à l'ère coloniale. La première tentative du Kenya pour aborder les problèmes de la jeunesse eut lieu en 1964 avec la création du *National Youth Service* (Service national de la jeunesse), une organisation chargée d'enquêter sur les préoccupations des jeunes et d'imaginer des moyens d'intégration de ceux-ci à l'économie nationale. Par suite du mandat et du succès limités du Service national de la jeunesse, les plans de développement ultérieurs tels que « le document ponctuel n° 2 de 1992 sur les petites entreprises et les *Jua Kali Enterprises*, les plans de développement 1997–2001 et le plan national 1999–2015 d'élimination de la pauvreté » incorporèrent des politiques orientées vers les préoccupations de la jeunesse nationale³⁴. Ces politiques ne réussirent toutefois pas à atteindre leurs objectifs par suite 1) d'un taux élevé de croissance démographique qui exerça une pression immense sur les ressources disponibles par suite du nombre croissant de jeunes, 2) d'un manque d'aptitudes appropriées chez les jeunes, 3) d'un manque de clarté et de coordination des politiques et programmes consacrés à la jeunesse, 4) de l'insuffisance des ressources et 5) des stéréotypes dont souffre la jeunesse³⁵.

La tentative la plus significative faite pour aborder les problèmes de la jeunesse, toutefois, eut lieu lorsque fut créé le MSYA, qui, puissamment motivé et manifestant un sens aigu des priorités, élaborait la KNYP pour démarginaliser et coordonner les ordres du jour s'adressant à la jeunesse du pays. Le MSYA « imagine une société dans laquelle les jeunes ont les mêmes chances que le reste des citoyens de réaliser tout leur potentiel en participant utilement à la vie économique, sociale, politique, culturelle et religieuse sans crainte ni favoritisme³⁶ ». Qui plus est, il s'est engagé à « créer des conditions permettant aux jeunes de s'autonomiser et d'exploiter leur potentiel » dans le but d'« encourager la participation de la jeunesse aux processus démocratiques, ainsi qu'aux affaires communautaires et civiles, en faisant en sorte que les programmes s'adressant à la jeunesse l'incitent à participer et soient axés sur elle³⁷ ». Bien que cette politique contraigne tous les membres de la société à aider les jeunes, elle met le gouvernement au défi de montrer l'exemple en « fournissant aux jeunes le cadre nécessaire pour leur permettre de remplir leurs obligations³⁸ ».

Naturellement, dans la mesure où les jeunes ont un potentiel, une force physique et une énergie supérieures, et où ils constituent le plus large segment de la population alphabétisée, c'est sur eux que devraient se focaliser principalement les divers programmes de développement et socioéconomiques, surtout en Afrique. Parce qu'il est douteux que les gouvernements africains se décident à s'informer auprès des parties intéressées, en particulier des pauvres, dont les jeunes constituent la majorité, toute stratégie réaliste doit d'abord examiner les organismes publics concernés afin de déterminer leur utilité. C'est seulement ainsi qu'un diagnostic correct des faiblesses administratives conduit à une amélioration de la programmation et du financement. Il est en outre nécessaire d'étudier le pouvoir en Afrique afin de comprendre ce que sont ses faiblesses et les progrès à faire. La présente étude s'efforce de le faire en Afrique sub-saharienne, en se basant sur deux études explicatives basées sur des entretiens avec deux fonctionnaires du MSYA à Nairobi, au Kenya.

Méthodologie et analyse

Le cadre de science de la politique publique élaboré par Harold Lasswell, un outil complet d'analyse des problèmes humains, traite de « la connaissance des processus de décision de l'ordre public et civique et du rôle qu'elle joue dans ceux-ci³⁹ ». Il a pour objet d'offrir aux décideurs un outil permettant de saisir l'ensemble des problèmes tels qu'ils existent dans un contexte donné afin d'« élaborer des recommandations à la fois réalistes et souhaitables », en respectant trois principes : contextualité, orientation vers les problèmes et diversité⁴⁰.

Chaque problème étant imbriqué dans un écheveau de relations sociales, la science de la politique publique s'efforce d'établir une *contextualité* qui fait intervenir des processus de cartographie sociale et de cartographie décisionnelle. Dans la mesure où la première examine tout contexte social qui existe relativement à un problème, la représentation la plus simple met l'accent sur les participants, les perspectives, les situations, les valeurs de base, les stratégies, les résultats et les effets. Le processus de cartographie décisionnelle aide à reconstruire de possibles événements, conduisant à la mise en œuvre d'une politique particulière. Ce processus distingue les résultats suivants en termes de pouvoir : renseignement, promotion, prescription, invocation, application, conclusion et évaluation⁴¹.

Dans la mesure où les hommes communiquent les uns avec les autres et définissent les problèmes d'après les valeurs intégrées à leur personnalité ainsi qu'à leurs identités ethnique et nationale, l'*orientation vers les problèmes* s'efforce de comprendre le problème en question et d'imaginer des solutions. À ce stade du processus politique, les participants entament un examen de conscience en exécutant cinq tâches intellectuelles : *clarification des objectifs, analyse des tendances, analyse des facteurs, prédictions et alternatives*.

Concernant le troisième principe de la science de la politique publique, la *diversité*, Lasswell met au défi les décideurs d'éviter l'étroitesse d'esprit et de rester réceptifs aux diverses méthodes de résolution des problèmes. Il affirme que les méthodes employées ne devraient pas être limitées à un champ étroit ; il préconise au contraire une *analyse du contenu, des séminaires de prise de décision, une analyse de modelage et des concepts de développement*, entre autres⁴². La présente étude a appliqué le processus de cartographie sociale, dans le cadre de la *contextualité*, pour offrir une analyse du lieu qui en a fait l'objet.

Le processus de cartographie sociale

Pour comprendre le passé, le présent et l'avenir d'un problème, le processus de cartographie sociale met l'accent sur les *participants, les perspectives, les situations, les valeurs de base, les stratégies, les résultats et les effets*. Lasswell définit les *participants* comme ceux qui recherchent des valeurs en harmonie avec les résultats et la *valeur* comme « une catégorie d'événements [ou résultats] préférés » recherchés par les acteurs par l'intermédiaire de diverses institutions⁴³. Il estime que, pendant le processus social, les participants recherchent huit valeurs : *pouvoir, instruction, richesse, bien-être, compétence, affection, respect et rectitude*⁴⁴.

Nombreux sont les participants qui s'intéressent à l'autonomisation de la jeunesse kenyane. Parmi ceux-ci figurent les jeunes, leurs parents, le gouvernement, les politiciens, les élites, les associations religieuses et les Kenyans en général, chacune de ces catégories

utilisant sa propre définition de l'autonomisation de la jeunesse et s'efforçant de maximiser divers résultats en termes de valeurs. Les jeunes souhaitent s'autonomiser. Non seulement ils veulent élargir leur base de connaissances (*instruction*) et leurs capacités (*compétence*) dans l'attente d'une amélioration de leur future sécurité économique (*bien-être, richesse*) mais ils souhaitent également faire plaisir à leurs parents (*affection*) et solidifier leur propre sens de la vertu (*rectitude*). Les jeunes demandent en outre à participer aux processus politiques et à partager le *pouvoir* avec les dirigeants actuels. Les parents veulent également que leurs enfants soient convenablement équipés pour faire face aux défis de l'avenir et assumer leurs responsabilités d'adultes. On peut supposer qu'ils apprécient le fait d'avoir des enfants *instruits* ayant les compétences leur permettant d'exploiter leur potentiel et de contribuer au bien-être de la famille. Les parents sont également impatients de jouir dans la communauté de l'estime (*respect*) qui s'attache à une progéniture instruite et de ressentir la valeur morale (*rectitude*) retirée de l'accomplissement de leurs obligations parentales. Le gouvernement kenyan veut en outre, par l'intermédiaire du MSYA et d'autres services, pourvoir les citoyens de l'*instruction* et des *compétences* nécessaires pour orienter le pays vers la prospérité et la croissance économique (*richesse*). L'objectif du gouvernement est très probablement de développer une communauté instruite en créant une main d'œuvre et une communauté nationale qualifiées et bien informées. Les politiciens, par contre, veulent se gagner les faveurs (*respect*) de l'opinion publique et souhaitent par conséquent maximiser les valeurs qui les maintiendraient au *pouvoir*. On peut supposer que les associations religieuses, les élites (analystes politiques, laboratoires d'idées et enseignants) et l'opinion publique en général veulent également encourager l'*instruction*, le *bien-être*, la *richesse*, la *compétence* et le *respect* chez les Kenyans.

Les jeunes ont toutefois du mal à s'autonomiser à cause de leurs *valeurs de base* limitées. Néanmoins, dans la mesure où parmi ces valeurs « figurent toutes les ressources à la disposition d'un participant à un moment donné », les jeunes ont certainement l'énergie, la motivation et les qualifications intellectuelles dont ils ont besoin pour exercer un effet positif sur le processus politique⁴⁵. Par contraste, les fonctionnaires, les politiciens et les élites disposent des ressources financières, du pouvoir et de l'autorité. Ces *valeurs de base* ont encouragé une attitude de dictature qui, délibérément ou non, marginalise les jeunes. Parmi les autres participants au processus politique, les autorités religieuses ont la rectitude et la moralité de leur côté, les universitaires la connaissance et la compétence, et les parents l'expérience et les aptitudes à l'éducation des enfants, c'est-à-dire des *valeurs de base* que chacune de ces catégories peut utiliser pour légitimer ses arguments ou demandes dans ce domaine.

La question est ici de savoir quelle *stratégie* chaque participant appliquera pour affecter les résultats en termes de valeurs. Comment les jeunes peuvent-ils employer leur énergie, leur motivation et leurs qualifications intellectuelles pour faire reconnaître leurs voix et leurs préoccupations dans l'arène politique ? Que devrait faire chaque groupe de participants pour affecter la politique publique et comment devrait-il mobiliser ses ressources pour avoir un impact ou faire entendre sa voix ? Il est clair que les jeunes comprennent les limites de leur pouvoir et continuent à demander leur inclusion dans les processus de prise de décisions au Kenya. Les jeunes peuvent faire connaître leurs demandes en poursuivant des *stratégies* qui utilisent des associations, les médias, la participation aux campagnes politiques, etc. Malheureusement, par suite d'une marginalisation persistante, ils se sont également engagés dans des émeutes et des activités criminelles pour exprimer leur frustration et leurs inquiétudes. La stratégie du gouvernement a consisté à temporiser, en promettant d'étudier le problème mais sans jamais le faire.

Les défis persistants lancés par la jeunesse ainsi que la vie politique kenyane ont créé à ce sujet des *perspectives* différentes, décrites par Lasswell comme des « événements subjectifs auxquels sont confrontés les participants au processus social », y compris les exigences en termes de valeurs, les attentes et l'identité des participants à une controverse⁴⁶. Il n'est pas surprenant que les jeunes Kenyans se considèrent comme les leaders d'aujourd'hui et se montrent inflexibles quant à leur inclusion dans le partage du pouvoir et toute réforme qui leur apportera la part d'influence et de richesse qui leur est due. On peut supposer que les fonctionnaires estiment que leur expérience en tant qu'administrateurs et le fait qu'ils ont été jeunes eux aussi les rendent particulièrement capables de déterminer les difficultés que connaissent les jeunes et de s'en occuper. Le gouvernement estime que, grâce à la mise en œuvre de la KNYP par le MSYA, il sera répondu en temps voulu à un grand nombre de ces préoccupations, ce qui conduira à l'autonomisation des jeunes. Les parents et l'opinion publique en général doutent que le gouvernement agira ainsi dans la mesure où les interactions constructives entre ces deux parties sont rares. Les *situations* ou arènes dans lesquelles il y a interaction avec les jeunes pourraient bien être le foyer, les assemblées telles que les offices religieux et les campagnes politiques ; elles peuvent même se faire via les médias.

Études explicatives

Guidé par le besoin de recueillir des opinions subjectives et d'explorer les perspectives/valeurs des fonctionnaires dans le domaine de l'autonomisation des jeunes au Kenya, le présent projet de recherche mena des études explicatives pour collecter des données à analyser en utilisant les huit valeurs de Lasswell.

Une étude explicative, qui représente une stratégie de recherche qualitative, consiste à interroger un sujet (normalement un spécialiste) dans l'espoir de mieux comprendre un thème. En juin 2008, deux entretiens explicatifs furent menés dans les locaux du MSYA à Nairobi avec deux fonctionnaires de sexe masculin de ce ministère (GO-A et GO-B) qui avaient le temps et la bonne volonté de participer à un entretien intensif en tête-à-tête sur les problèmes de la jeunesse au Kenya (tableau 1). Bien que les études explicatives ne soient pas représentatives, elles furent considérées comme convenant à l'étude dans la mesure où elles offraient la possibilité d'examiner la subjectivité des personnes interrogées et la signification qu'elles attachent à l'autonomisation de la jeunesse ; elles permirent également de reproduire les discussions telles qu'elles se déroulèrent. Par suite de la nature exploratoire de la présente étude, des questions non structurées (inspirées par la KNYP) furent posées à ces fonctionnaires.

Les personnes interrogées furent encouragées d'abord à analyser les moyens par lesquels les institutions publiques pourraient autonomiser les jeunes Kenyans pour leur permettre d'améliorer leur qualité de vie et de contribuer au bien-être de la nation. Il leur fut ensuite demandé d'identifier les problèmes auxquels le gouvernement devrait accorder la plus haute priorité en ce qui concerne l'autonomisation efficace des jeunes. Grâce à leurs qualifications et à leur expérience en matière de relations avec les jeunes, les sujets fournirent des informations pénétrantes sur l'autonomisation de la jeunesse kenyane. Indépendamment du nombre potentiellement illimité d'idées que les fonctionnaires pourraient se faire de l'autonomisation de la jeunesse ou de son absence, la présente étude présuma 1) qu'ils auraient des perspectives comparables dans la mesure où ils travaillent dans le même ministère et ont probablement lu la KNYP et 2) que leur classement des problèmes par ordre de priorité varierait.

Tableau 1. Caractéristiques démographiques et perspectives des sujets

Sujet	Situation de famille	Études	Âge	Sexe	Ethnicité	Hypothèse 1	Hypothèse 2
GO-A	Célibataire	Supérieures	32	Masculin	Abaluhya	Compréhensif	Compétence
GO-B	Marié	Supérieures	47	Masculin	Agikuyu	Déconnecté	Richesse

Analyse

La transcription des données recueillies lors des entretiens d'une heure produisit des dizaines d'indicateurs de l'autonomisation de la jeunesse. Les déclarations relatives à la question faisant l'objet de la recherche furent corrélées aux huit valeurs de Lasswell (tableau 2).

Table 2. Valeurs recherchées dans le processus social

Valeur	Définition
Pouvoir	Victoire ou défaite lors de combats ou d'élections. Recevoir le pouvoir, c'est être soutenu par les autres ; le conférer, c'est soutenir les autres.
Instruction	Découvertes scientifiques, informations. Recevoir une instruction, c'est obtenir la connaissance du contexte social et naturel ; la donner, c'est mettre une telle connaissance à la disposition des autres.
Compétence	Instruction, preuve des aptitudes. Acquérir des aptitudes, c'est se voir offrir la chance de recevoir une instruction et d'appliquer une compétence acquise ; contribuer à la compétence des autres, c'est leur donner la possibilité d'avoir les mêmes chances.
Richesse	Revenu, transfert de propriété. Acquérir la richesse, c'est recevoir de l'argent ou d'autres droits à l'utilisation de ressources à des fins de production ou de consommation ; apporter la richesse, c'est transférer de l'argent ou des droits.
Bien-être	Soins médicaux, protection. Recevoir les avantages du bien-être, c'est obtenir l'assistance de ceux qui influencent la sécurité, la santé et le confort ; contribuer au bien-être, c'est aider les autres de la même façon.
Affection	Expression d'intimité, d'amitié, de loyauté. Recevoir de l'affection, c'est faire l'objet d'amour, d'un sentiment d'amitié et de loyauté ; manifester de l'affection, c'est adresser ces sentiments aux autres.
Respect	Honneur, exclusion discriminatoire. Jouir du respect, c'est obtenir la reconnaissance des autres, manifester du respect, c'est se montrer reconnaissant envers les autres.
Rectitude	Admission dans les associations religieuses ou socialement responsables. Bénéficier d'évaluations favorables en termes de rectitude, c'est être qualifié de personne morale ou religieuse ; évaluer les autres en termes de rectitude, c'est les caractériser d'une façon comparable.

Source: Harold D. Lasswell, *A Pre-view of Policy Sciences*. New York: American Elsevier, 1971, p. 18.

Le fait que les réponses des personnes interrogées reflétaient des différences quant à leur attitude et à leur analyse de la situation de la jeunesse réfutait la première hypothèse mentionnée plus haut de l'étude, à savoir qu'ils auraient des vues comparables puisqu'ils travaillent pour le même ministère et sont familiarisés avec la KNYP. GO-A éprouvait une sympathie considérable à l'égard des difficultés que rencontraient les jeunes mais l'attitude et le ton de GO-B révélaient son manque de sympathie à l'égard de ceux-ci. D'après la théorie constructionniste sociale, de telles différences pourraient très bien provenir de l'histoire, de la culture et de l'expérience d'un individu⁴⁷. L'âge de GO-A (32 ans) le place plus près de l'expérience de la jeunesse que son collègue de 47 ans, ce qui explique sa sympathie apparente. GO-A semblait comprendre les erreurs commises par le gouvernement dans le domaine de la qualité de l'enseignement au Kenya, indiquant ce qu'il pensait de l'introduction de cours consacrés à la technologie dans le programme d'études et de la décentralisation des établissements afin de créer des emplois supplémentaires. Qui plus est, en tant que diplômé du système d'enseignement 8-4-4, il avait fait l'expérience des problèmes associés au système d'enseignement du Kenya⁴⁸.

De même, l'âge de GO-B et le fait qu'il était passé par l'ancien système d'enseignement britannique pouvait expliquer ses vues contraires et sa déconnexion des expériences des jeunes⁴⁹. Vivien Burr maintient que les expériences déterminent les perceptions et que l'histoire et la culture, qui sont des concepts toujours dynamiques, façonnent les individus et expliquent les dichotomies d'idées et de valeurs au sein d'un groupe⁵⁰. Il est en outre bien connu que la vie politique en Afrique et l'affiliation aux partis sont invariablement définies sur une base ethnique. Le fait que le président du Kenya, M. Mwai Kibaki soit un Agikuyu, comme GO-B, pourrait suggérer une corrélation entre l'ethnicité et le soutien inconditionnel de GO-B au gouvernement.

En ce qui concerne la deuxième hypothèse de l'étude, les personnes interrogées classèrent effectivement dans un ordre de priorité différent les problèmes de jeunesse qui requièrent l'attention urgente du gouvernement. GO-A suggéra une mise à jour du programme d'études 8-4-4 afin de le rendre compatible avec les besoins actuels du marché en lui ajoutant des spécialités souhaitables telle que l'informatique. Dans le contexte des huit valeurs de Lasswell, GO-A préférait donner la priorité à la compétence (instruction) dans le processus d'autonomisation de la jeunesse du Kenya. GO-B, par contre, estimait que le gouvernement devrait mettre l'accent sur la création d'emplois, observant que les « emplois représentent la toute meilleure chance d'autonomisation... parce que si vous offrez des emplois aux jeunes, tous les autres éléments de l'autonomisation se mettent en place ». Il est naturel qu'il ait choisi la richesse comme sa valeur préférée.

Le débat

Le fait que les personnes interrogées aient apparemment donné la priorité à des valeurs différentes pourrait bien avoir révélé le genre de processus de prise de décisions adopté par les organismes publics et l'ensemble du gouvernement du Kenya. L'aveu de la part de ces fonctionnaires de l'ignorance persistante de l'existence du MSYA par la jeunesse kenyane indiqua que la prise de décisions et leur mise en œuvre par le gouvernement reflétaient un modèle d'accès intérieur. Un modèle dans lequel les propositions se manifestent à l'intérieur des services du gouvernement, d'où elles gagnent les groupes d'identification et d'attention afin d'exercer sur les décideurs une pression suffisante pour conduire à l'intégration au plan d'action officiel⁵¹. Cependant, l'opinion publique ne s'engage jamais vigoureusement. Aussi impatients que soient les jeunes de participer aux processus de prise de décisions qui affectent leur vie, les personnes interrogées précisent que le renseignement, qui joue un rôle crucial dans la formulation de la KNYP, ne fut pas collecté auprès des principales parties prenantes, les jeunes. C'est ainsi que la présente

étude a servi à exposer les faiblesses du Kenya pour ce qui est des problèmes de la jeunesse.

Les deux personnes interrogées donnèrent la priorité à des problèmes différents. On peut alors conclure, à juste titre, que le MSYA n'a aucun ordre ni valeurs définis concernant l'autonomisation de la jeunesse. Dans la mesure où les valeurs déterminent ce qui est correct et ce qui ne l'est pas, le manque de clarté affectant les valeurs organisationnelles « [invite] des dilemmes moraux inutiles et [encourage] un environnement dans lequel les fautes morales se multiplient⁵² ». Parmi d'autres implications figurent les « individus bien intentionnés mais déphasés, esprit d'équipe et camaraderie diminués, désarroi organisationnel... , mauvaises intégration et communication avec les valeurs de l'opinion publique⁵³ ». Dans la mesure où l'absence d'établissement de priorités pourrait entraîner, au sein du MSYA, des contradictions affectant l'attention accordée aux objectifs et l'accomplissement de ceux-ci, le Kenya devrait indiquer clairement le domaine qui, parmi ceux dont traite la KNYP, est prioritaire pour l'autonomisation des jeunes. Une telle transparence permettrait de combattre le scepticisme croissant quant à l'attention accordée réellement par le gouvernement à la jeunesse, qui conduit de nombreuses personnes à remettre en question le rôle du MSYA. En outre, ne s'étant vu attribuer que de maigres ressources pour atteindre ses objectifs, le MSYA est mal placé pour aborder simultanément tous les problèmes identifiés. Le financement actuel est trop limité pour une approche aussi compréhensive. Comme le déclara GO-B, « Il y a beaucoup à faire ».

Cette étude découvrit également que d'autres problèmes affectant la jeunesse, et auxquels il est urgent de prêter attention, sortent soi-disant de la compétence du MSYA, ce qui met en doute les fonctions de celui-ci et sa capacité d'atteindre les objectifs déclarés. Même si une collaboration avec d'autres services tels que celui de l'état-civil, du ministère de l'éducation nationale ou celui de la santé pouvait offrir une solution, l'autonomie des organismes publics, les dissensions au sein des bureaucraties et les difficultés rencontrées lorsqu'une coopération est demandée de ces services pour traiter un problème donné quelconque compromettent les stratégies et l'efficacité du MSYA. Combiné aux objectifs déclarés du ministère, qui n'offrent qu'une liste des difficultés auxquelles se heurte la jeunesse, ces objectifs sont très vagues quant à la façon exacte d'autonomiser les jeunes. L'absence de compétence du ministère pour traiter la plupart des problèmes identifiés met le développement durable du Kenya en danger.

Si le gouvernement kenyan avait demandé à ses fonctionnaires de classer par ordre de priorité les problèmes affectant la jeunesse identifiés dans la KNYP, les réponses auraient grandement divergé. Cette étude a révélé à un degré significatif la faiblesse du gouvernement en termes de traitement des inquiétudes de la jeunesse et d'autonomisation

de celle-ci en montrant que, bien que les deux personnes interrogées travaillent dans le même service du MSYA, chacune a sa propre façon de définir les problèmes affectant la jeunesse et a sa théorie quant aux moyens de les aborder, une théorie imprégnée de ses propres valeurs personnelles. Il est par conséquent important d'examiner ce problème parce que cela indique que les objectifs esquissés dans la KNYP constituent au mieux un diagnostic et ne révèlent aucun plan concret d'autonomisation de la jeunesse.

Sans établir de limites, cette recherche devrait se révéler utile pour diverses institutions au Kenya et dans l'ensemble de l'Afrique en termes d'évaluation de différents points de vue, de classement de ceux-ci par ordre de priorité et d'accord à l'amiable sur une conclusion quant à la façon d'autonomiser la jeunesse. Elle servira en outre à inciter les analystes politiques à rechercher plus à fond d'autres solutions aux problèmes de la jeunesse. Elle offre un outil d'évaluation des besoins, la science de la politique publique, aux tenants du service public intéressés par la compréhension des problèmes humains et l'analyse d'autres solutions possibles. L'étude a montré en outre qu'il est possible d'avoir un aperçu clair sur les processus de réflexion de toutes les parties concernées. On peut espérer que cette étude commencera à alimenter au Kenya, et sur le continent africain dans la détresse, un dialogue aussi salubre que nécessaire sur l'autonomisation de la jeunesse et conduira à une amélioration du processus de prise de décisions (dans la mesure où la présente recherche utilisa des entretiens explicatifs pour collecter des données, ces résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble du Kenya et se limitent à l'échantillon lui-même).

Recommandations et conclusion

Afin d'exploiter cette étude, des chercheurs pourraient à l'avenir choisir de comparer les perspectives des fonctionnaires à celles des jeunes. Ils feront la lumière sur les différences caractérisant leurs perceptions, ils expliqueront ainsi les raisons pour lesquelles les politiques formulées par le gouvernement kenyan n'ont toujours pas bien répondu aux besoins de la jeunesse. La recherche a en outre besoin d'être approfondie afin, par exemple, d'établir une définition exploitable de l'autonomisation de la jeunesse. Cela préparerait le terrain pour la création d'indicateurs d'autonomisation de la jeunesse, ou d'absence de celle-ci, dans cette région. Une telle tentative doit exiger la participation des jeunes eux-mêmes.

La présente étude s'est efforcée de comprendre le classement par ordre de priorité de certaines valeurs chez les fonctionnaires chargés de traiter les problèmes affectant la jeunesse et d'instituer son autonomisation au Kenya. Il incombe aux fonctionnaires du MSYA de définir les problèmes que rencontrent les jeunes Kenyans et de formuler des

stratégies viables. Ils doivent également coordonner les efforts d'autres ministères afin de mettre à la disposition des jeunes les outils et le cadre dont ils auront besoin pour découvrir et exploiter le pouvoir qui est en eux. S'il est vrai que la création du MSYA est appropriée, il reste néanmoins à voir si cet organisme peut atteindre ses objectifs.

Les opinions exprimées par les deux sujets de cette étude révélèrent que le fait de travailler pour le même service et de partager sa vision, sa mission et son objectif ne veut pas obligatoirement dire que les fonctionnaires sont sur la même longueur d'ondes quant aux moyens d'atteindre les objectifs qui ont été définis. Les conclusions indiquent que les individus, sous l'influence de facteurs tels que leur âge et les expériences différentes qui ont marqué leur vie, divergent quant à ce qu'ils estiment être les priorités de leur service. Facteurs qui font ressortir, pour le gouvernement, le besoin d'établir un ordre du jour pour les services habilités à s'occuper des problèmes de la jeunesse. Cette recherche peut-elle alors conjecturer, à juste titre, que le classement par ordre de priorité des différentes valeurs par les fonctionnaires expose une faiblesse potentielle de l'ordre du jour du gouvernement en matière de prise et d'exécution des décisions ainsi que de sa capacité d'instituer un développement durable ? On peut répondre par l'affirmative. Cette réponse s'explique par plusieurs préoccupations.

Même si les valeurs et perspectives divergentes des personnes interrogées font certainement progresser notre compréhension de la complexité de l'autonomisation de la jeunesse ou du développement, elles révèlent également les différentes voies et valeurs que recommandent les sujets tout en poursuivant un objectif comparable, dans ce cas le bien-être des jeunes. Il est donc possible que les élites décideuses aient du mal à se mettre d'accord sur la valeur ou le problème à aborder en premier. Plus préoccupante est l'opinion, exprimée par GO-B, d'après laquelle les jeunes sont ignares et manquent d'objectivité. De propos délibéré ou non, les fonctionnaires et les dirigeants ont défendu la conviction que seuls les adultes peuvent prendre des décisions saines satisfaisant les besoins de tout le monde. Perpétuer la pratique qui veut que les adultes prennent les décisions et les imposent aux jeunes est injuste et étouffe la voix de ceux-ci, étranglant leur croissance économique et politique, ce qui alimente inévitablement la pauvreté et les vices qu'elle encourage.

La présente étude dévoile en outre les avantages potentiels que présentent l'inclusion des jeunes du Kenya dans le processus politique et l'exploitation de leur intelligence, de leur énergie et de leurs aspirations à la croissance économique. Comme dans d'autres pays africains, le fait que ce processus du lancement, de l'analyse et de la prise de décision à l'exécution et même à l'évaluation, utilise une approche directive entrave l'inclusion réussie des jeunes à l'arène politique du Kenya. Cela suggère que seuls

les détenteurs du pouvoir prennent et exécutent des décisions qui affectent le reste de la population sans obligatoirement solliciter le soutien de celle-ci. Indépendamment du fait que le MSYA ait déclaré donner la priorité à l'amélioration du bien-être des jeunes, la marginalisation continue des jeunes dans des sphères importantes de la vie de la communauté met en lumière les carences de l'arène politique. Dans un tel scénario, on pourrait soutenir à juste titre que seules les politiques qui défendent les intérêts et le statut des élites sont approuvées.

L'étude révèle en outre que le problème du développement durable, dans lequel l'autonomisation de la jeunesse diminue, pourrait être de nature non seulement logique et idéologique mais aussi empirique. Il est plus que probable que les responsables politiques du Kenya, tout comme leurs homologues africains, ne disposent pas des outils appropriés qui leur permettraient de délibérer de problèmes complexes tels que l'autonomisation de la jeunesse et le développement. Dans la mesure où la politique publique et les stratégies de développement économique en général, l'autonomisation de la jeunesse en particulier, exigent un examen des causes explicites et implicites des problèmes (par exemple : l'oisiveté et la pauvreté des jeunes). La présente étude recommande l'utilisation d'un outil éprouvé d'analyse des politiques tel que la science de la politique publique pour entreprendre une tâche aussi intimidante parce qu'il permet d'obtenir des informations fiables, complètes, rationnelles et intégratives relatives à un problème.

Pour bien comprendre l'incapacité du Kenya à parvenir à un développement durable, on doit d'abord comprendre les processus d'établissement de priorités et de plans d'action appliqués par le gouvernement. Lorsqu'ils examinent les autres solutions possibles et prennent des décisions, les fonctionnaires devraient non seulement établir un dialogue avec les jeunes mais aussi mettre en place un système qui prend leurs opinions en considération, tout en analysant et incorporant leurs valeurs. Cela donnera aux jeunes les moyens de s'améliorer personnellement ainsi qu'en tant qu'amis et citoyens.

Notes

1. MICHEL, Lukas, « Understanding Decision Making in Organizations to Focus Its Practices Where It Matters », *Measuring Business Excellence*, 11, n° 1, 2007, pp. 33–45.

2. VAN WART, Montgomery, *Changing Public Sector Values*, New York : Garland Publishing, 1998.

3. BARDACH, Eugene, *A Practical Guide for Policy Analysis: The Eightfold Path to More Effective Problem Solving*, Washington, DC : CQ Press, 2009 ; LASSWELL, Harold D., *A Pre-view of Policy Sciences*, New York : American Elsevier Publishing, 1971 ; STEPHENSON, William, *The Study of Behavior: Q-Technique and Its Methodology*, Chicago : University of Chicago Press, 1953.

4. BRIDGMAN, Todd et BARRY, David, « Regulation Is Evil: An Application of Narrative Policy Analysis to Regulatory Debate in New Zealand », *Policy Sciences* 35, n° 2, 2002, pp. 141–61 ; HAMPTON, Greg, « Enhancing Public Participation through Narrative Analysis », *Policy Sciences* 37, n° 3–4, 2004, pp. 261–76 ; PAPAMICHAIL, K. N. et ROBERTSON, I., « Supporting Societal Decision Making: A Process Perspective », *Journal of Multi-Criteria Decision Analysis* 12, n° 2–3, 2003, pp. 203–12.

5. KINGDON, John W., *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, 2^e éd., New York : HarperCollins, 1995.
6. COBB, Roger, ROSS, Jennie-Keith et ROSS, Marc Howard, « Agenda Building as a Comparative Political Process », *American Political Science Review* 70, n° 1, mars 1976, p. 127.
7. FRITZSCHE, David J. et OZ, Effy, « Personal Values' Influence on the Ethical Dimension of Decision Making », *Journal of Business Ethics* 75, n° 4, 2007, pp. 335–43 ; YANOW, Dvora, « The Communication of Policy Meanings : Implementation as Interpretation and Text », *Policy Sciences* 26, n° 1, 1993, pp. 41–61.
8. RAVLIN, Elizabeth C. et MEGLINO, Bruce M., « Effect of Values on Perception and Decision Making: A Study of Alternative Work Values Measures », *Journal of Applied Psychology* 72, n° 4, 1987, pp. 666–73 ; VAN BUREN III, Harry J. et AGLE, Bradley R., « Measuring Christian Beliefs That Affect Managerial Decision-Making: A Beginning », *International Journal of Value-Based Management*, 11, n° 2, 1998, pp. 159–77.
9. GLOVER, Sandra H. et al. « Gender Differences in Ethical Decision Making », *Women in Management Review* 17, n° 5, 2002, pp. 217–27.
10. HALL, Peter A. et TAYLOR, Rosemary C. R., « Political Science and the Three Institutionalisms » in *Institutions and Social Order*, sous la direction de SOLTAN, Karol, USLANER, Eric M. et HAUFLER, Virginia, Ann Arbor, Michigan : University of Michigan Press, 1998, pp. 15–44 ; SHAPIRO, Stuart, « Does the Amount of Participation Matter? Public Comments, Agency Responses and the Time to Finalize a Regulation », *Policy Sciences* 41, n° 1, mars 2008, pp. 33–49 ; HOSACK, Bryan, « The Effect of System Feedback and Decision Context on Value-Based Decision-Making Behavior », *Decision Support Systems* 43, n° 4, août 2007, pp. 1605–14.
11. *Kenya: The Struggle for Democracy*, sous la direction de MURUNGA, Godwin R. et NASONG'O, Shadrack Wanjala, New York : Zed Books, 2007 ; *African Politics: Beyond the Third Wave of Democratisation*, sous la direction de PRETORIUS, Joeliën, Cape Town, South Africa : Juta, 2008.
12. Gender and Governance Programme, *Strategic Plan, 2006–2009: Towards Transformational Leadership and Governance in Kenya*, Nairobi, Kenya : Nairobi, Kenya : UNIFEM East and Horn of Africa Regional Office, 2007.
13. BUKUSI, Allan, *Thinking Leadership in Africa*, Nairobi, Kenya : Management Decision Information, 2004 ; MAATHAI, Wangar, *The Challenge for Africa*, New York : Pantheon Books, 2009 ; MUNGAZI, Dickson, *We Shall Not Fail : Values in the National Leadership of Seretse Khama, Nelson Mandela, and Julius Nyerere*, Trenton, New Jersey : Africa World Press, 2005 ; ROTBERG, Robert I., *Governance and Leadership in Africa*, Philadelphie, Pennsylvanie : Mason Crest Publishers, 2007 ; MAATHAI, *Challenge for Africa*, p. 112.
14. *Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook*, sous la direction de NARAYAN, Deepa, Washington, DC : World Bank, 2002.
15. GUPTA, Sanjeev et VERHOEVEN, Marijn, « The Efficiency of Government Expenditure: Experiences from Africa », *Journal of Policy Modeling* 23, n° 4, 2001, pp. 433–67.
16. CRICHTON, Joanna, « Changing Fortunes: Analysis of Fluctuating Policy Space for Family Planning in Kenya », *Health Policy and Planning*, 23, n° 5, 2008, pp. 339–50.
17. DEVAS, Nick et GRANT, Ursula, « Local Government Decision-Making—Citizen Participation and Local Accountability: Some Evidence from Kenya and Uganda », *Public Administration and Development*, 23, n° 4, octobre 2003, pp. 307–16.
18. *Id.*
19. MUNGAZI, *We Shall Not Fail*.
20. *Poverty, AIDS, and Street Children in East Africa*, sous la direction de LUGALLA, Joseph L. P. et KIBASSA, Colleta G., Lewiston, New York : Edwin Mellen Press, 2002 ; SHORTER, Aylward et ONYANCHA, Edwin, *Street Children in Africa: A Nairobi Case Study*, Nairobi, Kenya : Paulines Publications Africa, 1999 ; LEWIS, Suzanne Grant, *Education in Africa*, Philadelphie, Pennsylvanie : Mason Crest Publishers, 2007.
21. AMUTABI, Maurice N., « Political Interference in the Running of Education in Post-independence Kenya: A Critical Retrospection », *International Journal of Educational Development* 23, n° 2, mars 2003, pp. 127–44.
22. *Youth in Africa's Labor Market*, sous la direction de GARCIA, Marito et FARES, Jean, Washington, DC : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, Banque Mondiale, 2008 ; Banque Mondiale, *Africa Development Indicators, 2008/09: Youth and Employment in Africa: The Potential, the Problem, the Promise*, Washington, DC : Banque Mondiale, 2009 ; AHLBERG, Beth Maina, JYLKAS, Eila et KRANTZ, Ingela, « Gendered Construction of Sexual Risks: Implications for Safer Sex among Young People in Kenya and Sweden », *Reproductive Health Matters* 9, n° 17, mai 2001, pp. 26–36 ; DECKER, Martha et MONTAGU, Dominic, « Reaching Youth through Franchise Clinics: Assessment of Kenyan Private Sector Involvement in Youth Services », *Journal of Adolescent Health* 40, n° 3, mars 2007, pp. 280–82 ; RATNA, Jalpa et RIFKIN, Susan B., « Equity, Empowerment and Choice: From Theory to Practice in Public Health », *Journal of Health Psychology* 12, n° 3, mai 2007, pp. 517–30 ;

WAMBUII, Kiragu, « For the Sake of the Children: Community-Based Youth Projects in Kenya » in *The Children of Africa Confront AIDS: From Vulnerability to Possibility*, sous la direction de SINGHAL, Arvind et HOWARD, W. Stephen, Athens, Ohio : Ohio University Press, 2003, pp. 131–48 ; WERE, M., « Kenya's Health Sector: Perpetual Decline? » in Institute of Economic Affairs, *Kenya at the Crossroads: Scenarios for Our Future*, Nairobi, Kenya : Institut des affaires économiques, Société internationale pour le développement, 2001, p. 174 ; MBITHI, Phillip M. et RASMUSSEN, Rasmus, *Self-Reliance in Kenya: The Case of Harambee*, Uppsala, Suède : Institut Scandinave d'Études Africaines, 1977 ; HILL, Martin J. D., *The Harambee Movement in Kenya: Self-Help, Development, and Education among the Kamba of Kitui District*, Atlantic Highlands, New Jersey : Athlone Press, 1991 ; THOMAS-SLAYTER, Barbara P., *Politics, Participation, and Poverty: Development through Self-Help in Kenya*, Boulder, Colorado : Westview Press, 1985.

24. BOON, Mike, *The African Way: The Power of Interactive Leadership*, 3^e éd., Cape Town, South Africa : Zebra Press, 2007.

25. GORDON, Jacob U., *African Leadership in the Twentieth Century: An Enduring Experiment in Democracy*, Lanham, Maryland : University Press of America, 2002.

26. Nations Unies, *World Population Prospects: The 2008 Revision*, New York : division de la population, département des affaires économiques et sociales, Secrétariat des Nations Unies, mars 2009.

27. Kenya National Bureau of Statistics, *Statistical Abstract: 2008*, Nairobi, Kenya : Government Printer, 2008, p. 54.

28. Ministry of State for Youth Affairs – MSYA, *National Youth Policy for Youth Development*, Nairobi, Kenya, 2007, p. 1.

29. Central Intelligence Agency (CIA), *The World Factbook* www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ke.html#Econ.

30. Kenya National Bureau of Statistics, *Statistical Abstract 2008*, p. 54.

31. CIA, *World Factbook*.

32. Banque Mondiale, *Africa Development Indicators*, p. 1.

33. Gouvernement du Kenya, *Poverty Reduction Strategy Paper, 2003–2007*, Nairobi, Kenya : Republic of Kenya, 2004, <http://poverty2.forumone.com/files/cr0511.pdf> ; MUDAVADI, Musalia, *Rethinking Development in Africa in the 21st Century: The Case of Kenya*, Nairobi, Kenya : East African Educational Publishers, 2002.

34. MSYA, *National Youth Policy for Youth Development*, p. 2.

35. *Id.*, pp. 2–3.

36. *Id.*, pp. 4, 17.

37. *Id.*, p. 5.

38. *Id.*, p. 7.

39. LASSWELL, *Pre-view of Policy Sciences*, p. 1.

40. *Id.*

41. *Id.*, p. 28.

42. *Id.*

43. *Id.* ; LASSWELL, Harold D., « Democratic Character » in *Political Writings of Harold D. Lasswell*, Glencoe, Illinois : Free Press, 1951, p. 474, www.policysciences.org/library/PWHL/democratic_character.txt.pdf.

44. LASSWELL, *Pre-view of Policy Sciences*, p. 18.

45. *Id.*, p. 26.

46. *Id.*, p. 24.

47. BURR, Vivien, *Social Constructionism*, 2^e éd., New York : Routledge, 2003 ; GERGEN, Kenneth J., *An Invitation to Social Construction*, Los Angeles, Californie : Sage Publications, 2009.

48. Le programme d'enseignement 8-4-4, présenté en 1985, exige huit ans d'enseignement primaire, quatre ans d'enseignement secondaire/collège et quatre ans d'enseignement supérieur pour obtenir une licence. Pour plus de détails sur le programme d'enseignement du Kenya, voir *Kenya-Advisor.com*, www.kenya-advisor.com/education-in-kenya.html.

49. Lorsqu'il accéda à l'indépendance en 1963, le Kenya hérita des colonisateurs britanniques le système d'enseignement 7-4-2-3 : sept ans dans une école primaire, quatre dans un établissement d'enseignement secondaire, deux dans un collège et trois dans une université pour obtenir une licence.

50. BURR, *Social Constructionism*.

51. COBB, ROSS et ROSS, « *Agenda Building as a Comparative Political Process* », p. 127.

52. VAN WART, *Changing Public Sector Values*, p. xvii.

53. *Id.*

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp